


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Budget 2025 : Les salarié-es et les retraité-es ne veulent plus payer !

Le gouvernement de Michel Barnier a présenté ce jeudi son projet de loi de finances et son projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2025. Comme annoncé, le gouvernement prévoit un effort de 60 milliards dont la plupart va se faire sur le dos des salarié-es et des retraité-es.

Dans la continuité du macronisme, ce sont les salarié-es et les retraité-es à qui l'on demande à nouveau de payer l'addition du déficit creusé depuis 7 ans au seul bénéfice des grandes entreprises, de leurs actionnaires et dirigeant-es.

Malgré l'affichage de la hausse des impôts pour les plus riches et pour les entreprises, la CGT dénonce des mesures cosmétiques qui servent d'écran de fumée pour cacher de nouvelles décisions austéritaires pour la vie des travailleurs et travailleuses.

PLF - des coupes dans nos services publics

Le gouvernement a dévoilé les différentes mesures régressives prévues pour atteindre 40 Mds d'économie.

Alors que nos services publics sont à bout de souffle, le gouvernement décide à nouveau de les amputer en prévoyant notamment :

- 5 milliards d'euros d'économies dans les collectivités territoriales,
- Un solde de 2200 suppressions de postes dans la fonction publique qui masque un total de 4000 suppressions dans l'éducation nationale, alors qu'il en manque déjà, comme à l'hôpital, des milliers.
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2024 et en 2025, alors que leurs salaires ont baissé de plus de 18% depuis 2010, et qu'1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards) ne représente que 2% des aides publiques aux entreprises.

C'est une ligne rouge pour la CGT, qui alerte sur l'état déjà catastrophique de nos services publics.

De plus, la CGT ne pourra accepter que le ciblage des aides apportées dans le cadre de l'apprentissage se fasse au détriment de la rémunération des apprentis qui devront désormais payer la CSG et la CRDS. C'est bien dans les plus de 20 milliards d'aides à l'apprentissage dont l'inefficacité a été pointée par de nombreux rapports qu'il faut tailler, pas dans la rémunération des apprentis !

Des économies, il est possible d'en faire, il suffit de regarder du côté des aides publiques aux entreprises : chaque année ce sont 175 milliards d'aides publiques versées aux entreprises, un montant

multiplié par 1,5 en 15 ans, sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de leur efficacité, en termes d'emploi notamment. C'est un tiers du budget de l'État.

PLFSS - des économies sur le dos de notre santé

Sur le PLFSS, la CGT dénonce des mesures dont les salarié.es et les retraité.es vont être les premières victimes. Alors même que l'on dénombre en moyenne 5000 fermetures de lits d'hôpitaux par an depuis le COVID, et que l'accès au soin et à la santé est de plus en plus difficile et coûteux, le gouvernement s'attaque de plein fouet aux dépenses de sécurité sociale en :

- Baissant le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie de 70 à 60% alors que leur montant va augmenter
- Baissant le montant des indemnités journalières de sécurité sociale

La sécurité sociale est un droit essentiel pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, y toucher c'est toucher aux droits à la santé et aux soins pour toutes et tous.

De la même manière, la CGT réaffirme sa ferme opposition au gel des pensions des retraité.es pendant 6 mois. Cette coupure représente 200 à 300 euros de baisse par an dans leur portefeuille. Après une réforme qui a imposé 2 ans de plus, ils et elles ne peuvent pas encore être l'objet d'un tour de vis austéritaire.

Enfin, la CGT s'alarme sur l'absence de mesures concernant la prise en charge de nos aîné-es et de la petite enfance. Après les nombreux scandales ayant révélé un système de soin défaillant des groupes privés lucratifs, il est nécessaire d'investir pour la création d'un service public de la petite enfance et des personnes âgées.

Propositions de la CGT - Un autre budget et une vraie sécurité sociale sont possibles

Pour la CGT il faut un investissement massif dans nos services publics et nos infrastructures pour préparer l'avenir.

Le budget est un outil qui doit être mis au service d'un plan stratégique de réindustrialisation du pays.

Pour le financer, la CGT propose une réforme fiscale qui permettrait plus de justice fiscale avec notamment le rétablissement des impôts pour les entreprises (impôt sur les sociétés et CVAE), une taxation dissuasive des dividendes et des rachats d'actions, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, une meilleure progressivité de l'impôt sur le Revenu, la suppression de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (90 milliards annuels), la conditionnalité des 175 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises et l'élargissement de la taxe sur les activités polluantes pour inciter à la transition écologique.

Concernant la sécurité sociale, pour cesser le déshabillage, il est urgent de repartir des fondamentaux : la CGT revendique une sécurité sociale qui réponde intégralement aux besoins et dont les recettes soient assurées par des cotisations. Plutôt que d'empêcher de se soigner ou pénaliser les retraités et pour éviter un déficit artificiellement construit, il est possible de revoir les 80 milliards d'exonérations de cotisations, augmentés de 20 milliards depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.

La CGT rappelle son opposition à la réforme des retraites et à toute mesure remettant en cause les droits des salarié.es, leur protection sociale et leur niveau de vie. Elle appelle les salarié.es à s'organiser en se syndiquant dans les entreprises et les services pour gagner des augmentations de salaire.

Montreuil, le 11 octobre 2024